

Laurent Bouvet: « L'aveuglement sur l'immigration est l'une des raisons de l'échec historique de la gauche »

PAUL SUGY @PaulSugy

Le professeur de science politique à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, auteur notamment de *L'Insécurité culturelle* (Fayard, 2015) et de *La nouvelle question laïque* (Flammarion, 2019) se livre au Figaro.

LE FIGARO. - Emmanuel Macron a appelé lundi soir sa majorité à « regarder en face » le sujet de l'immigration. Faut-il comprendre par là qu'il reconnaît des insuffisances dans la poli-

tique migratoire qu'il a conduite jusqu'ici ?

Laurent BOUVET. - C'est en tout cas un tournant majeur. C'est la première fois qu'un président de la République tient un discours réaliste, au sens propre du terme, sur le sujet. C'est-à-dire un discours qui se détache de l'alternative dans laquelle nous sommes enfermés depuis des décennies : l'immigration serait soit une chance pour la France, soit une menace pour le pays, une invasion, un « grand remplacement »... Il me semble que pour la première fois, à ce niveau, l'immigration est considérée comme un fait social et géopolitique

qui doit être traité politiquement, c'est-à-dire en prenant en compte, ensemble, les données objectives et les enjeux de société. Concernant les premières, quelle que soit la référence que l'on considère, l'immigration a très fortement augmenté ces vingt dernières années en France. Quant aux seconds, les effets conjugués de la crise sociale, de l'évolution mondiale - et européenne depuis 2015 - et de la montée en puissance de courants nationaux-populistes nous obligent à reconsidérer en profondeur nos positions sur la question migratoire.

Le président a fait le procès

de la gauche en général, lui reprochant son aveuglement sur ce sujet primordial pour de nombreux Français. Pourquoi ce ton nouveau maintenant ?

Il y a du vrai dans ce reproche adressé à la gauche. Mais il y a aussi, de la part du chef de l'État, de la tactique politique. Le reproche d'une forme d'aveuglement de la gauche sur ce sujet important pour nos concitoyens, comme sur l'ensemble des enjeux concernant l'identité collective, est tout à fait justifié. Un indicateur simple permet de le comprendre : les voix, politiques ou intellectuelles, qui au sein de la gauche tentent depuis des années d'alerter sur ces questions ont systématiquement été dénoncées au sein de leur propre camp comme « faisant le jeu du Front national ». C'est devenu l'anathème ultime qui disqualifie tel ou tel dès lors que son analyse ou son opinion n'est pas conforme à la doxa sur l'immigration largement véhiculée dans les médias dits de gauche, chez une grande partie des chercheurs en sciences sociales ou dans les différentes

« Il est indispensable de mener une politique globale de réponse à l'insécurité culturelle »

LAURENT BOUVET

organisations partisanes, syndicales et associatives de ce camp. Ce qui a paralysé toute réflexion à gauche sur l'enjeu migratoire comme sur l'identité collective ou le commun français. C'est là une des raisons fondamentales de l'échec historique de la gauche française ces dernières années. Ne négligeons pas pour autant l'aspect tactique du propos présidentiel, qui entend aussi consolider un électorat qui l'a rejoint depuis 2017, venu de la droite, et pour lequel la question de l'immigration constitue de longue date un enjeu essentiel.

Le chef de l'État évoque une notion qui vous est chère, « l'insécurité culturelle »...

Emmanuel Macron avait déjà mentionné l'insécurité culturelle pendant la campagne présidentielle. Il connaît bien les analyses autour de ce terme et en mesure l'intérêt politique dès lors qu'il s'agit de dépasser les seules réponses économiques et sociales aux préoccupations de nos concitoyens. Mais la question qui reste posée aujourd'hui, une fois que l'on a pris en compte les propos du chef de l'État, est de savoir si l'on peut répondre aux interrogations et inquiétudes résumées sous le terme d'« insécurité culturelle » uniquement à partir d'une inflexion de la politique migratoire. Je pense évidemment que c'est insuffisant, il est indispensable de mener une politique globale de réponse à l'insécurité culturelle, qui, outre l'enjeu migratoire, implique une réflexion sur ce que j'appelle le « commun français », c'est-à-dire sur ce qui constitue à la fois historiquement et aujourd'hui notre identité collective, en termes à la fois matériels et symboliques, à partir, par exemple, de la manière dont on conçoit la nation dans le cadre européen, ou encore sur la façon dont on veut faire vivre notre culture laïque spécifique face à des mouvements religieux qui ne sont pas favorables à ses principes. Or, sur ces sujets, on attend encore une expression claire et engagée du président de la République. Il appartient à sa fonction d'incarnation de donner un sens politique, aujourd'hui, à ce qui fait de nous des Français. C'est, à mes yeux, la seule manière de relier à nouveau les îles de « l'archipel français » bien décrit par Jérôme Fourquet pour faire pièce au national-populisme qui déchire le continent. Et affronter avec efficacité les défis considérables qui se présentent à nous. ■



Laurent Bouvet, politologue et essayiste. JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Tel. 01 55 35 20 20

TOD'S

TODS.COM



En imposant l'immigration dans l'agenda public, Emmanuel Macron (ici, en juillet, à Paris) réinstalle son opposition fétiche entre progressistes et nationalistes.

L. MARIN/AFP

LE TALK

LE TALK

HERVÉ MORIN, hier, dans le studio du Figaro. JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Morin: « Le chef de l'État a raison de parler de ce sujet »

VIRGINIE LE TRIONNAIRE @vletrionnaire

OPPOSITION « Quand j'entends le chef de l'État dire à ses parlementaires qu'il ne faut pas s'embourgeoiser, et qu'il faut s'intéresser aux questions soulevées par l'immigration, il a raison ! », juge Hervé Morin, invité du « Talk Le Figaro », en réagissant au discours d'Emmanuel Macron sur ce thème. Même si le sujet est électoraliste, Morin veut laisser sa chance à Macron et « attend de voir les faits » sans être « dans le procès d'intention ». Un grand débat sur l'immigration se tiendra à l'Assemblée le 30 septembre prochain. Il attend de voir ce qui va en sortir. Sur le sujet, l'ancien

ministre de la Défense juge que « la France est trop laxiste ». Lassé et agacé par l'opposition systématique de son camp et de la droite en général, le président des Régions de France veut prendre ses distances. « Nous retrouverons une crédibilité quand nous ne serons pas dans la posture politicienne systématique », a-t-il lâché.

Défiance de l'exécutif

S'il reconnaît « plus de modestie » dans la majorité depuis la crise des « gilets jaunes », le président des Centristes estime qu'il n'y a rien de neuf dans la façon dont LREM fait de la politique. « En vérité, ils font de la politique comme les anciens partis », juge-t-il. Président de la région

Normandie, il assure que « les relations entre l'État et les territoires sont plus que jamais d'actualité ». Et, dénonce toujours le manque de considération et la défiance de l'exécutif à l'égard des « têtes » des territoires (villes, départements et régions). « Nous sommes toujours vécus comme l'opposition alors que nous étions au départ partis pour être réellement une force de proposition et d'initiative », regrette-t-il, même si depuis le grand débat, l'Élysée semble vouloir renouer avec les élus locaux. Un congrès des Régions de France se tiendra le 30 septembre. Ce sera un test. Car pour le patron des Régions, la présence du chef de l'État serait le geste « du lancement de la vague III de

la décentralisation ». Morin n'a qu'une seule attente : « Il faut que notre pays fasse comme tous les pays européens et s'engage réellement sur la voie des libertés locales. » Il souhaite que « la capacité d'innover, d'expérimenter, de bâtir des modèles soit propre aux territoires ». Et regrette que tout se règle toujours depuis l'Élysée. « Si notre pays marchait bien, ça se saurait ! »

Hervé Morin sera candidat à sa réélection aux élections régionales de 2021 mais va lâcher à la fin de l'année la présidence des Régions de France pour se consacrer à la campagne. Le prochain président devrait être Renaud Muselier. ■